

Présentation et Sommaire

À
Le Parlement Européen
Le Parlement Neerlandais
Le Conseil de l'Europe

Houten, 3 Juillet 2006

Monsieur, madame,

Accompagné avec cette lettre nous vous envoyons notre rapport "Gezinnen worden niet uit elkaar gerukt" (Des familles ne seront pas déchiré). Le titre de ce dossier n'est pas pour rien entre des guillemets. Il s'agit ici d'une citation de la lettre du ministre Hollandais Rita Verdonk des affaires d'immigration et intégration et son organisation exécutif, le IND (Immigratie- en Naturalisatiedienst). Le 9 Février 2004, elle utilisait le mots suivants dans un entretien avec la commission parlementaire pour les affaires des étrangers et de l'intégration: "Gezinnen worden niet uit elkaar gerukt. Uitgangspunt is dat ik gezinnen niet zal scheiden, laat dat duidelijk zijn." (Des familles ne seront pas déchirées; à la base, je ne séparerai pas des familles; que cela soit clair).

Aux pages suivants, vous pouvez lire la réalité de la politique concernant les étrangers. Dans une phrase, nous pouvons dire: des familles sont pourtant déchirés.

D'abord, nous nous concentrons sur le terrain des réfugiés. Dans ce rapport, vous pouvez lire comment le débat sur expulsions des réfugiés a été fait. Vous pouvez constater les disparités entre la théorie des politiciens Hollandais, la pratique de la politique de l'expulsion et la critique des parlementaires, la Cour Européen, des juristes et des autres concernés et spécialistes.

Également sur le terrain des lois sur le séjour régulier des étrangers, le ministre et le IND séparent des parents et leurs enfants assez longtemps. Pour la plupart, ce n'est pas réalisé physiquement par l'aide de la police ou maréchaussée, mais administratif, dans la forme d'un refus d'une demande du visa 'MVV' et la carte de séjour, le 'VVR'.

Nous vous offrons également 98 études des cas; des histoires personnelles d'eux qui éprouvent la pratique du refus et expulsion. Des histoires des familles des réfugiés, de qui certains membres sont permis de rester et d'autres sont ordonnés de quitter le pays. Les derniers sont éventuellement mis en détention. Aussi des réfugiés qui ont créé une famille avec un partenaire Hollandais pendant leur séjour, se voit souvent obligé de faire des adieux à leurs familles pour retourner dans leurs pays d'origine ou un autre pays. Il semble que le fait qu'ils laissent des partenaires et des enfants Hollandais derrière, n'est pas un point de considération.

Nous décrivons aussi des cas des familles des Hollandais qui ont été déchiré, empêché ou même liquidé. Manifestement avec la seule raison qu'un des membres de la famille n'est pas occidentale.

Nous avons distingué le matériel en quatre catégories.

La politique d'expulsion dans le cadre de refuge est soulevée dans les chapitres 1, 2 et 3. Chapitre 4 explique les conséquences pour des familles de la politique pour le séjour des étrangers. Chapitre 5 montre les fonds du plan de secours pour les familles qui sont menacées à la séparation: le soi-disant route EU.

Chapitre 6 explique le rôle du IND comme exécuteur de la politique d'expulsion.

Chapitre 7 et 8 contiennent des pensées de toutes sortes des concernés qui essayent de mettre le sujet dans une autre lumière.

Ce rapport est le deuxième depuis 2001 que notre organisation publie sur ce sujet. Nous demandons votre aide pour éliminer le besoin pour un troisième rapport, car le droit sur la vie en famille, le droit d'un choix libre de son partenaire et les droits des enfants seront respectés.

Nous vous souhaitons une expérience inspirante avec ce rapport.

Au nom de Stichting Buitenlandse Partner,

Dr. Streumer Paul, président

Houten, 1 Juillet 2006

Sommaire

Manifestation "Gezinnen worden niet uit elkaar gerukt"

La Hollande connaît la pratique de déchirure des familles des réfugiés, comme certains membres de famille reçoivent la permission de rester ou d'autres doivent quitter le pays. Les personnes non désirés sont détenues et finalement expulsé. Aussi dans des mariages des réfugiés avec un partenaire Hollandais, des membres de famille sont séparé, détenu et expulsé.

Avec les lois sur le séjour régulier des étrangers, cinquante pourcent des demandes des Hollandais avec un partenaire non occidental d'un séjour pour tous les membres de la famille sont refusées. Dans des cas rares, nous voyons aussi ici détention et expulsion, mais plus souvent, cette politique mène les familles concernés à une vie en exil dans une autre pays.

Dans son temps en fonction, le ministre des affaires d'immigration et d'intégration a systématique ignoré des motions du parlement et des jugements du Cour Européen qui l'interdisaient explicitement de séparer des familles. La politique du ministre et son organisation exécutive n'a pas changée, malgré pression à plusieurs reprises, du parlement. Le ministre a pris la marge maximale pour expliquer les lois et prescriptions à une manière qu'un maximum des étrangers est été expulsé ou refusé l'entrée en Hollande. Même dans le cas que ces étrangers étaient les partenaires ou les enfants des Hollandais.

L'exécution de la politique du ministre des affaires d'immigration et d'intégration crée une douleur personnellement profond chez les concernés. Les autorités entre dans le domaine le plus intime de la vie – la vie familiale. Les concernés sentent que leurs droits basale sont nuie. Ils ont perdu la confiance à l'état de droit.

Dans la pratique juridique Hollandaise, il y a une séparation entre refuge et le droit du séjour régulier. Des juristes ne sont souvent actifs que sur une de ces deux terrains. Cette séparation est aussi appliquée par le IND.

Dans ce rapport, nous monteront que cette séparation est effectivement sans relevance. Des milliers d'Hollandais et des étrangers éprouvent dans leurs vies la peur de séparation forcée, s'il agit de la politique de refuge ou la politique du séjour régulier.

La route EU est utilisé comme route d'échappe pour aussi bien des réfugiés avec des membres de familles Hollandais que par des Hollandais avec leurs partenaires de l'étranger qui sont non désiré pour des causes légaliste et administratif.

Dans l'exécution de la politique, le IND commet beaucoup d'erreurs, avec des conséquences lourdes pour les concernés.

Dans la lutte contre cette politique, les réfugiés, les Hollandais avec partenaire étranger et leurs sympathisants créent un front.